Raad van State
AFDELING WETGEVING
L. 159/1
17 NOV. 1972
Kamer M. Leurquin
Kamer de H. Coeckelbergh

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par [illegible]
le [illegible]
d'une demande d'avis
sur [illegible]

a donné en sa séance du [illegible]

l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door [illegible]
op [illegible], hem
van advies te dienen over [illegible]

heeft ter zitting van [illegible]

het volgend advies gegeven :

Le statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat du 20 juin 1946 déterminait les traitements en unités de tension et les affectait d'un coefficient que le Gouvernement devait fixer selon les contingences économiques.

Ainsi que le constate le préambule du projet "le gouvernement a été amené à prendre à plusieurs reprises ... des mesures fragmentaires de revision des rétributions ... qui se sont sensiblement écartées des méthodes prévues par le régime instauré en 1946."

Le projet abandonne donc ce régime. Les barèmes sont exprimés en unités monétaires et non plus en unités de tension. Au coefficient fixé par le gouvernement de manière discrétionnaire, le projet substitue l'index moyen des prix de détail du royaume.

Il résulte du préambule que ce nouveau système est provisoire et qu'ultérieurement il sera procédé à une nouvelle revision générale des rétributions sur la base d'un index du coût de la vie.

En attendant cette nouvelle revision, les dispositions régissant provisoirement le statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat sont réunies dans le projet, à l'exception toutefois de la disposition fixant le taux de l'indemnité de naissance.

*

* *

Le préambule est destiné à motiver l'arrêté ainsi que l'exige l'article 27 de l'arrêté du 20 juin 1946. Les explications que le Gouvernement juge utile de donner et les intentions qu'il se propose de réaliser sont normalement exprimées dans le rapport au Régent.

En l'espèce ces divers ordres d'idées sont mélangées dans le préambule. Le Gouvernement aboutit ainsi à un manque de force dans la motivation et un manque de clarté dans l'explication. C'est ce qui empêche le Conseil d'Etat de proposer des modifications au préambule par crainte de trahir la pensée du Gouvernement.

La mention de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 dans le préambule n'apparaît pas indispensable; ses articles 69 à 72 concernant le paiement des traitements ont, en effet, été implicitement abrogés par l'article 26 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946.

Le Conseil d' tat propose, par contre, de mentionner dans le préambule, divers arrêtés du Régent se rapportant directement à l'objet du projet.

*
* *

L'article 5 du projet énonce tout d'abord le principe qui régit l'attribution d'un traitement. Les exceptions à ce principe suivent. Il n'est pas nécessaire de les annoncer.

*
* *

L'article 12, § 1er apporte à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 des modifications de forme dont la nécessité n'apparait pas. Le Conseil d'Etat propose de reprendre l'ancien texte.

*
* *

L'article 14 § 3 fait varier le montant de l'allocation de foyer et de l'allocation de résidence selon la catégorie de communes où l'agent exerce ses fonctions.

L'énumération et la composition de ces catégories n'apparait qu'au § 7. Le Conseil d'Etat propose d'intervertir l'ordre des paragraphes, l'ancien § 3 étant placé immédiatement avant le § 7.

*
* *

.../...

A l'article 15 il est question de "constantes". Ce terme, qui figure notamment dans l'arrêté du Régent du 18 août 1947 fixant le cadre du Ministère des Communications, est dépourvu de signification légale ou réglementaire. Il conviendrait d'en préciser la portée dans le projet ou d'y substituer une autre expression.

*
* *

L'article 19 du projet maintient en vigueur les articles 9, 15, 17, 18 et 19 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, qui concernent les cadres.

Parmi les dispositions suspendues figurent celles qui définissent l'unité de tension et déterminent le coefficient. Cette suspension rétroagit au 1er juillet 1948.

La portée de cette suspension est imprécise et ambiguë. Diverses lois se réfèrent, en effet, à ces notions. Les lois fixant les traitements de l'ordre judiciaire, de la cour des comptes, de l'enseignement supérieur et des ministres du culte catholique portent :"les traitements ... sont multipliés par le coefficient qui affecte ou qui pourrait affecter à l'avenir les traitements des fonctionnaires de l'ordre administratif".

L'arrêté du Régent du 30 octobre 1947 qui ne peut être modifié que par une loi, contient une disposition identique concernant les traitements du Conseil d'Etat.

Pour le personnel des provinces, des communes et des administrations et établissements subordonnés aux provinces et aux communes, "les traitements sont affectés ... des coefficients d'adaptation au coût de la vie en vigueur pour les traitements des agents de l'Etat".

La loi sur l'enseignement primaire, modifiée par la loi du 20 février 1947, fixe les traitements selon un tableau de tensions. Elle se réfère donc à l'arrêté du 20 juin 1946.

En l'absence de toute indication dans le préambule, le Conseil d'Etat doit examiner les interprétations possibles de la suspension décrétée par l'article 19.

I. - Si, dans l'intention du Gouvernement, la suspension s'applique non seulement au personnel des administrations de l'Etat, mais aussi aux personnes rétribuées par l'Etat selon des barèmes fixés par la loi, cette suspension entraîne celle des lois qui se réfèrent expressément au coëfficient et aux tensions instaurées par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946.

La suspension serait alors illégale, car le Roi ne peut, selon l'article 67 de la Constitution, suspendre les lois; Il ne peut faire indirectement, ce qu'Il ne peut faire directement.

II.- Si la suspension se limite aux seuls fonctionnaires des administrations de l'Etat, elle supprime le rapport constant et la simultanéité des péréquations que le législateur a entendu établir entre les traitements de l'ordre administratif d'une part, et ceux des professeurs de l'enseignement supérieur, des ministres du culte catholique, des magistrats de l'ordre judiciaire, de la Cour des omptes, du Conseil d'Etat, d'autre part.

Dès lors que les traitements de l'ordre administratif sont détachés de tout coëfficient, l'application de ces lois devient impossible à moins de l'insertion de la disposition transitoire proposée ci-après.

III.-Si la suspension s'applique au personnel de maîtrise, aux gens de métier et de service, dont le statut pécuniaire doit faire l'objet d'un arrêté distinct, la rémunération de ces agents sera sans base légale tant que l'arrêté annoncé à l'article 2 du projet ne sera pas intervenu.

.../...

Seront également sans base légale les traitements de l'armée et de la gendarmerie, du personnel de l'enseignement technique et ceux des ministres des cultes reconnus autre que le culte catholique.

Les observations ci-dessus deviendraient sans objet, si le gouvernement adoptait l'une des solutions ci-dessous :

1° différer l'entrée en vigueur du projet jusqu'à la refonte des statuts légaux ;

2° modifier par une loi le coëfficient pour les statuts légaux;

3° restreindre expressément la portée de l'article 19 du projet et ajouter à celui-ci une disposition transitoire traduisant en termes expres la majoration déguisée du coëfficient que révèlent les barèmes nouveaux.

Il résulte, en effet, de la circulaire du Ministre du Budget du 8 septembre 1948 et de celle du Ministre de l'Intérieur du 14 octobre 1948 qu'abstraction faite d'une majoration générale de 6.240 francs "l'augmentation des ressources des agents des administrations de l'Etat n'est en aucun cas inférieure à des rétributions globales brutes".

*

* *

L'article 20 propose d'abroger à la date du 1er. janvier 1946 l'article 8 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Or l'article 4 du projet se réfère à l'arrêté du Régent du 23 juin 1948 dont l'article 1er. se réfère à son tour à l'article 8 que l'on propose d'abroger. Il y a là une anomalie.

Quant à l'abrogation de certains mots ou de certaines phrases, le Conseil d'Etat propose de l'exprimer de la manière usuelle, en modifiant les dispositions où ces mots et ces phrases figurent.

*

* *

.../...

L'article 21 prévoit la rétroactivité des dispositions de l'arrêté du ler. juillet 1948. Il y a lieu, en effet, de régulariser les mesures prises en vertu de circulaires ministérielles.

*

* *

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui comporte en outre certaines modifications de forme.

ARRETE DU REGENT PORTANT STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66 de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 63 à 66;

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel retribué par l'Etat, modifié par les arrêtés du Régent des 27 février, 23 août et 26 septembre 1947, 9 février et 23 juin 1948 ;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires ;

Vu l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la colonie, les membres de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 23 juin 1948 relatif à l'examen de sous-chef de bureau et à l'épreuve spéciale prévue à l'article 8 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 ;

Vu les arrêtés du Régent portant fixation des cadres organiques et des barèmes du personnel administratif des ministères.

Vu l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du Budget;

Considérant que la réforme du régime de rémunération . .
. . . . . .
. . . . . (texte du Gouvernement) . . . . . .
. . . . . .

Considérant que le traitement minimum de douze mille francs . . . . . .
. . . . . .
. . . . . (texte du Gouvernement) . . . . . .
. . . . . .

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre de l'Administration générale et des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil ,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS ORGANIQUES.

Article 1er.- Les barèmes des traitements annuels qui rémunèrent les diverses fonctions déterminées par les cadres organiques des ministères, sont fixés par le Roi sur la base du tableau général annexé au présent arrêté.

Article 2.- . . . (texte du Gouvernement) . . .

Article 3.- . . . (texte du Gouvernement) . . .

Article 4.- . . . (texte du Gouvernement) . . .

.../...

Article 5.- § 1er. Sauf dans les cas prévus aux articles 6 et 7 du présent arrêté, toute nomination à une fonction entraîne l'attribution du traitement minimum du barème de cette fonction.

Toutefois le traitement de l'agent qui a déjà exercé une ou plusieurs fonctions dans une administration de l'Etat ou un autre service public, est fixé, dans le barème de la fonction assumée, compte tenu de l'ensemble de ses services antérieurs, ceux-ci étant pris en considération conformément aux règles ci-après :

1° En cas d'exercice antérieur d'une fonction inférieure à la fonction assumée, l'agent obtient, dans le barème de cette dernière fonction, le traitement immédiatement supérieur à celui dont il aurait bénéficié dans le barème de la fonction délaissée, en prestant ses services effectifs dans cette fonction sans interruption avant sa nomination à la fonction assumée. Cette disposition est applicable en cas d'exercice antérieur de plusieurs fonctions inférieures à la fonction assumée, l'agent étant toujours censé avoir exercé ses diverses fonctions en ordre ascendant.

2° En cas d'exercice antérieur d'une ou plusieurs fonctions au moins équivalentes à la fonction assumée, les services ainsi prestés sont supputés pour la fixation du traitement dans le barème de la fonction assumée. Toute fonction délaissée est réputée équivalente à la fonction assumée lorsque le traitement minimum du barème de la première est au moins égal à celui du barème de la seconde.

3° En cas d'exercice antérieur tant d'une ou plusieurs fonctions inférieures que d'une ou plusieurs fonctions au moins équivalentes à la fonction assumée, l'ancienneté résultant de l'application du 2° du présent paragraphe s'ajoute à celle que comporte le traitement fixé conformément au 1°.

§ 2. Pour l'application du présent article, toute fonction d'un service public autre qu'une administration de l'Etat est d'abord assimilée à une fonction de même importance d'une administration de l'Etat dont le barème est seul pris en con-

.../...

sidération. Le Ministre dont dépend l'agent décide de cette assimilation, avec l'accord du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Article 6.- Les articles 3 et 5 du présent arrêté ne font pas obstacle à l'application des dispositions des articles 7 et 15 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la colonie, les membres de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

Article 7.- . . . (texte du Gouvernement) . . .

1° . . . texte repris sous "A)"
2° . . . texte repris sous "B)"
3° . . . texte repris sous "C)" . . . et lire "Administration générale"

Article 8.- § 1er. L'avancement de traitement est accordé le 1er janvier ou le 1er juillet qui suit l'échéance des délais fixés par les barèmes.

Sont supputées dans les délais pour l'avancement les périodes pendant lesquelles l'agent bénéficie de son traitement d'activité ainsi que celle pendant lesquelles il conserve ses titres à l'avancement de traitement.

Si l'échéance d'un délai visé à l'alinéa premier est suspendue par l'existence d'une période non supputée pour l'avancement, il est fait appel, pour l'avancement de traitement, à toute période supputable en vertu de l'alinéa précédent et qui n'aurait pas été prise en considération antérieurement pour l'avancement de traitement dans le barème de la fonction.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1er du présent article, les délais prévus par les barèmes sont écourtés, pour les agents visés à l'article 5, § 1er, 1°, et à l'article 7, 1°, du présent arrêté, dans la mesure nécessaire pour qu'ils obtiennent à tout moment, dans le barème de la

.../...

fonction supérieure, le traitement immédiatement supérieur à celui dont ils eussent bénéficié à défaut de nomination à cette fonction.

Article 9.- . . . (texte du Gouvernement) . . .

Article 10.- L'Etat retient mensuellement sur le traitement de l'agent qui du chef de ses fonctions bénéficie d'avantages en nature à charge du Trésor et notamment du logement, du chauffage, de l'éclairage et de la nourriture, une somme forfaitaire représentative de la valeur des avantages en nature considérés.

Cette somme est fixée à 10 p.c. du montant brut du traitement barémique moyen en ce qui concerne le logement et à 12,5 p.c. de ce montant si les avantages comportent en outre, le chauffage et l'éclairage.

Le traitement barémique moyen est déterminé par la moyenne arithmétique des traitements minimum et maximum du barème de la fonction.

La somme représentative de la valeur des autres avantages en nature est fixée, dans chaque cas, par le Ministre dont l'agent dépend, avec l'accord du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables :

1° aux agents nommés à une fonction à laquelle des avantages en nature sont expressément attachés par l'arrêté royal visé à l'article 1er du présent arrêté ;

2° aux concierges qui bénéficient, à l'exclusion de tout traitement, de la gratuité du logement, du chauffage et de l'éclairage.

Article 11.- Le traitement de l'agent âgé de moins de dix-huit ans est réduit de 10 p.c.

.../...

Article 12.- § 1er. Le traitement des agents définitifs et stagiaires est payé mensuellement, par anticipation, celui des agents temporaires l'est à terme échu.

§ 2. En cas de nomination à une fonction au cours d'un mois, l'agent obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il reste de jours à courir à partir de celui de la nomination inclusivement.

Toutefois, lorsqu'une nomination prévue à l'article 7 du présent arrêté sort ses effets au cours d'un mois, le traitement qui en résulte n'est attribué qu'à dater du premier jour du mois suivant.

§ 3. . . . (texte du Gouvernement) . . .

Article 13.- Sans préjudice des dispositions de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales coordonnée par arrêté royal du 19 décembre 1939, il est attribué des allocations de naissance aux agents régis par le présent arrêté ainsi que des allocations familiales pour les enfants âgés de moins de vingt et un ans dont ils ont la charge.

Le montant des allocations familiales attribuées aux agents visés à l'alinéa précédent est égal au taux minimum légal, majoré d'un supplément mensuel fixé comme suit :

francs 115 pour le premier et le deuxième enfant,
francs 118 pour le troisième enfant,
francs 122 pour le quatrième enfant,
francs 130 à partir du cinquième enfant.

Les allocations familiales sont payées en même temps que le traitement du mois auquel elles se rapportent.

Article 14.- § 1er. Il est attribué aux agents régis par le présent arrêté une allocation de foyer ou une allocation de résidence dont le montant annuel est fixé comme suit ;

.../...

Catégorie de communes.	Allocation de foyer.	Allocation de résidence.
	francs	francs
I)		
II)	6.720	3.360
)		
III)	3.360	I.680
IV)	I.680	---

§ 2. . . . (texte du Gouvernement) . . .

§ 3. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence n'est attribuée qu'aux agents dont le traitement n'excède pas 70.320 francs.

Toutefois la rétribution brute de l'agent dont le traitement dépasse 70.320 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle.

§ 4. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux agents assumant des fonctions à prestations incomplètes, au prorata de leurs prestations.

Elles ne sont pas attribuées du chef de fonctions accessoires.

§ 5. L'allocation de foyer et l'allocation de résidence sont payées en même temps que le traitement du mois auquel elles se rapportent. L'article 12 §§ 2 et 6 du présent arrêté leur est applicable.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou de résidence le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

§ 6. Le montant de l'allocation de foyer et de l'allocation de résidence est déterminé par la catégorie à laquelle appartient la commune de l'exercice habituel des

.../...

fonctions. La commune de la résidence est toutefois prise en considération lorsqu'elle appartient à une catégorie plus favorisée.

§ 7. Les catégories visées aux §§ 1 et 6 du présent article comprennent les communes ci-après :

. . . . . .

. . . . . (texte du Gouvernement) . . . . . .

. . . . . .

. . . . . lire : "Borinage : . . . . . Ghlin" . . . jusque : "publié par l'Institut national de Statistique".

Article 15.- § 1er. Les traitements des agents régis par le présent arrêté sont majorés ou réduits de 5 p.c. par tranche de vingt points de hausse ou de baisse de l'index moyen des pris de détail du Royaume.

La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index du pénultième mois atteint 410.

La première réduction de 5 p.c. est opérée quand l'index du pénultième mois descend à 350 ou en-dessous.

§ 2. Les majorations et réductions prévues au § 1er du présent article sont également applicables :

à l'allocation de foyer et à l'allocation de résidence ainsi qu'au traitement limite pour leur attribution, prévus à l'article 14 du présent arrêté ;

aux constantes et indemnités ajoutées à certains barèmes par les arrêtés royaux visés à l'article 1er du présent arrêté ;

à tous traitements de référence servant de base à l'application des dispositions du présent arrêté.

.../...

CHAPITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 16.-

Lorsqu'il est procédé, dans les cas prévus à l'article 9 du présent arrêté, à la fixation du nouveau traitement d'un agent, l'ancienneté qui lui est supputée dans le barème de la fonction à laquelle il était nommé définitivement ou en stage, le 2 juillet 1946, ne peut être inférieure à l'ancienneté correspondant au traitement dont il bénéficiait à cette date dans le barème attaché à cette fonction sous le régime antérieur à l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat.

Article 17.-

Sont fixés par le Ministre dont dépend l'agent, en accord avec le Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions:

1° le barème des traitements à attribuer, à dater du 1er juillet 1948, à tout agent visé à l'article 23, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, modifié par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 27 février 1947;

2° le traitement à attribuer, à dater du 1er juillet 1948, à tout agent qui bénéficiait, en juin 1948, d'un traitement résultant de l'application de l'article 16, § 2, alinéa 2 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 complété par l'arrêté du Régent du 9 février 1948.

Article 18.-

Les montants mensuels du supplément aux allocations familiales visé à l'article 13 du présent arrêté, sont portés respectivement pour le troisième et le quatrième enfant, à 118,50 francs et 122,50 francs, pour la période du 1er juillet 1948 au 31 mars 1949.

.../...

Article 19.- Pour l'application des dispositions légales relatives aux traitements fixés par la loi, le coefficient d'adaptation au coût de la vie incorporé dans les traitements du personnel des administrations de l'Etat par application du présent arrêté correspond au coefficient de . . . . . .

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 20.- A partir du 1er juillet 1948 et jusqu'à fixation par le Roi du nouveau régime de rémunération à résulter de la revision générale des barèmes des traitements, est suspendue à l'égard du personnel des administrations de l'Etat l'application :

1° de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du Régent des 27 février, 23 août et 26 septembre 1947, 9 février et 23 juin 1948. Echappent toutefois à cette suspension les articles 9, 15, 17, 18, 19 et 20, de l'arrêté précité du 20 juin 1946.

2° de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 fixant le coefficient et déterminant l'allocation de foyer et l'allocation de résidence, ainsi que l'arrêté du Régent du 13 septembre 1947 qui le modifie.

3° de l'arrêté du Régent du 13 septembre 1947 relatif aux rémunérations du personnel rétribué par l'Etat.

Article 21.- Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire des agents de l'Etat :

1° Les mots "sans interruption" sont supprimés dans l'article 5, alinéa 2 ;

2° L'article 8 est abrogé ;

.../...

3° L'article 13, alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Sans préjudice des dispositions plus favorables de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales, coordonnée par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, il est attribué aux agents, des allocations familiales et de naissance à raison des enfants âgés de moins de vingt-et-un ans dont ils ont la charge".

4° Les mots "comportant des prestations normales complètes, à l'exclusion de tout emploi accessoire ou de cumul" sont supprimés dans l'article 14, alinéa 5.

Article 22.- Le présent arrêté sort ses effets à la date du 1er juillet 1948, à l'exception des articles 4 et 14, § 5 et 21 qui sortent leurs effets à la date du 1er janvier 1946 .

Article 23.- Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Par le Régent :

LE PREMIER MINISTRE,

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DES PENSIONS ,

LE MINISTRE DES FINANCES,

Het geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel van 20 Juni 1946 bepaalde de wetten in eenheden van spanning, en paste er een coëfficiënt op toe die door de Regering naar gelang van de economische conjunctuur moest worden vastgesteld.

Zoals in de inleiding van het ontwerp wordt geconstateerd, werd "de Regering . . . genoopt . . . meermaals . . . fragmentarische maatregelen tot herziening der bezoldigingen te nemen, welke maatregelen merkelijk afweken van de methodes voorzien in het in 1946 ingestelde regime".

Dit regime wordt dus door het ontwerp prijsgegeven. De weddeschalen worden niet langer in eenheden van spanning, maar in munteenheden uitgedrukt. In de plaats van de door de Regering willekeurig vastgestelde coëfficiënt, stelt het ontwerp het algemene indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk.

Uit de inleiding blijkt dat dit nieuwe stelsel voorlopig is en dat later tot een nieuwe algemene herziening van de bezoldigingen op grond van een indexcijfer der levensduurte zal overgegaan worden.

In afwachting van die nieuwe herziening worden in het ontwerp de bepalingen bijeengebracht, waarbij het geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen voorlopig geregeld wordt; uitzondering is echter gemaakt voor de bepaling, waarbij het bedrag van de geboortetoeslag wordt vastgesteld.

*

* *

De inleiding dient, zoals door artikel 27 van het besluit van 20 Juni 1946 is vereist, om het besluit te motiveren. De uitleg, die de Regering nuttig oordeelt te verstrekken en de inzichten, die zij zich voorneemt te verwezenlijken, worden gewoonlijk in het verslag aan de Regent geformuleerd.

In de inleiding van het voorgelegde ontwerp worden die twee gedachtengangen door elkaar gemengd. Ten gevolge daarvan

.../...

schiet de motivering in kracht, en de uitleg in klaarheid te kort.

Uit vrees de gedachte van de Regering verkeerd te interpreteren, heeft de Raad van State daarom nagelaten enige wijziging in de inleiding voor te stellen.

*
* *

Het koninklijk besluit van 10 December 1868 lijkt niet noodzakelijk in de inleiding te moeten worden vermeld; de artikelen 69 tot 72 van dat besluit, die betrekking hebben op de uitbetaling van de wedden, zijn immers impliciet opgeheven door artikel 26 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946.

Daarentegen stelt de Raad van State voor, in de inleiding verschillende besluiten van de Regent te vermelden die rechtstreeks verband houden met het voorwerp van het ontwerp.

*
* *

Artikel 5 van het ontwerp formuleert allereerst het beginsel waarvan voor de toekenning van een wedde wordt uitgegaan. De uitzonderingen op dit beginsel komen daarna. Het is overbodig ze vooraf aan te kondigen.

*
* *

Door artikel 12, § 1 worden aan artikel 11 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 vormwijzigingen aangebracht, waarvan de noodzaak niet duidelijk is. De Raad van State stelt voor de vroegere tekst te herstellen.

*
* *

Volgens artikel 14, § 3, schommelt het bedrag van het haardgeld en van de standplaatstoelage naar gelang van de klasse der gemeente waar het personeelslid zijn functie uitoefent.

De opsomming en de samenstelling van die klassen wordt

.../...

pas in § 7 gegeven. De Raad van State stelt voor de paragrafen derwijze om te zetten, dat de vroegere § 3 onmiddellijk vóór § 7 komt te staan.

*

* *

In artikel 15 wordt gesproken van " constanten". Deze term, die onder meer voorkomt in het besluit van de Regent van 18 Augustus 1947 tot vaststelling van de kaders van het Ministerie van Verkeerswezen, is van elke wettelijke of reglementaire betekenis ontbloot. De draagwijdte er van zou in het ontwerp nader moeten aangegeven worden, ofwel zou een andere uitdrukking in de plaats moeten komen.

*

* *

Volgens artikel 19 van het ontwerp blijven van kracht de artikelen 9, 15, 17, 18 en 19 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, die betrekking hebben op de kaders.

Onder de opgeschorste bepalingen komen die voor, waarin de eenheid van spanning gedefinieerd en de coëfficiënt vastgesteld wordt. Deze opschorsing heeft terugwerkende kracht met ingang van 1 Juli 1948.

De draagwijdte van die opschorsing is onduidelijk en dubbelzinnig. Verschillende wetten verwijzen immers naar die begrippen. De wetten houdende vaststelling van de wedden van de rechterlijke orde, het Rekenhof, het hoger onderwijs en de bedienaars van de katholieke eredienst zeggen: " de wedden worden vermenigvuldigd met de coëfficiënt, die op de wedden der ambtenaren van de bestuursmacht toegepast wordt of in de toekomst mocht worden ".

Het besluit van de Regent van 30 October 1947, dat niet dan door een wet kan gewijzigd worden, bevat een zelfde bepaling betreffende de wedden van de Raad van State .

Voor het personeel van de provinciën, gemeenten en aan de provinciën en de gemeenten ondergeschikte besturen en instellingen "worden op de wedden de levensduurtecoëfficiënt, die voor de traktementen der Rijksambtenaren is aangenomen, toegepast".

De wet op het lager onderwijs, gewijzigd door de wet van 20 Februari 1947, stelt de wedden vast volgens een tabel van spanningen. Zij verwijst dus naar het besluit van 20 Juni 1946.

Waar in de inleiding iedere aanduiding ontbreekt, moet de Raad van State onderzoeken op welke manier de door artikel 19 afgekondigde opschorsing kan worden geïnterpreteerd.

I.- Is, volgens de bedoeling van de Regering, de opschorsing toepasselijk niet enkel op het personeel der Rijksbesturen maar ook op hen, die volgens de bij de wet vastgestelde weddeschalen door de Staat bezoldigd zijn, dan worden daarmee eveneens opgeschorst de wetten, die uitdrukkelijk verwijzen naar de bij artikel 1 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 ingevoerde coëfficiënt en spanningen.

De opschorsing zou dan onwettelijk zijn, want de Koning kan volgens artikel 67 van de Grondwet geen wetten opschorsen; Hij kan niet indirect doen wat Hij niet rechtstreeks doen kan.

II.-Blijft de opschorsing enkel beperkt tot de ambtenaren der Rijksbesturen, dan vervallen daardoor de constante betrekkingen en de gelijktijdigheid der perequaties, die de wetgever heeft willen tot standbrengen tussen de wedden van de bestuursmacht enerzijds, en anderzijds die van de professoren van het hoger onderwijs, de bedienaars van de katholieke eredienst, de magistraten van de rechterlijke orde, van het Rekenhof, van de Raad van State.

.../...

Zodra de wedden van de bestuursmacht losgemaakt zijn van elke coëfficiënt, wordt de toepassing van die wetten onmogelijk, tenzij de hieronder voorgestelde overgangsbepaling zou ingelast worden.

III.- Is de opschorsing toepasselijk op het meesters-, vak- en dienstpersoneel, waarvan het geldelijk statuut het voorwerp moet uitmaken van een afzonderlijk koninklijk besluit, dan zal de bezoldiging van dat personeel geen wettelijke grondslag hebben zolang het in artikel 2 van het ontwerp aangekondigde besluit niet zal genomen zijn.

Zullen eveneens geen wettelijke grondslag hebben, de wedden van het leger en de rijkswacht, van het personeel van het technisch onderwijs en van de bedienaars van de andere erkende erediensten dan de katholieke eredienst.

De hierboven geformuleerde opmerkingen zouden vervallen, indien de Regering een van de volgende oplossingen aannam :

1° het in werking treden van het ontwerp uitstellen tot de wettelijke statuten omgewerkt zijn ;

2° voor de wettelijke statuten de coëfficiënt door een wet wijzigen ;

3° de draagwijdte van artikel 19 van het ontwerp uitdrukkelijk beperken en er een overgangsbepaling aan toevoegen, waarin de bedekte verhoging van de coëfficiënt, welke uit de nieuwe weddeschalen blijkt, in duidelijke termen wordt uitgedrukt.

Uit het rondschrijven van de Minister van Begroting van 8 September 1948 en uit dat van de Minister van Binnenlandse Zaken van 14 October 1948 blijkt inderdaad dat, afgezien van een algemene verhoging van 6.240 fr. , "de bezoldigingsvermeerdering die er voor het personeel uit voortvloeit in geen enkel geval lager is dan het bedrag gelijk aan 5 % der thans toepasselijke globale brutobezoldigingen".

*

* *

.../...

Artikel 20 stelt voor, artikel 8 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 met ingang van 1 Januari 1946 op te heffen. Welnu artikel 4 van het ontwerp verwijst naar het besluit van de Regent van 23 Juni 1948, waarvan artikel 1 op zijn beurt verwijst naar het artikel 8 dat men voorstelt op te heffen. Dit is een anomalie.

Wat betreft het opheffen van bepaalde woorden of bepaalde zinnen, stelt de Raad van State voor hierbij de gebruikelijke methode te volgen, d.w.z. de bepalingen te wijzigen waarin die woorden of zinnen voorkomen.

*

* *

Artikel 21 schrijft voor dat de bepalingen van het besluit terugwerkende kracht zullen hebben met ingang van 1 Juli 1948. Inderdaad behoren de krachtens ministeriële rondschrijvens getroffen maatregelen geregulariseerd te worden.

*

* *

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, waarin bovendien nog enkele vormwijzigingen voorkomen.

Besluit van de Regent houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende Statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid de artikelen 63 tot 66;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk Statuut van het door de Staat bezoldigd personeel gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 27 Februari, 23 Augustus en 26 September 1947, 9 Februari en 23 Juni 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 April 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;

Gelet op het besluit van de Regent van 3 Mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder, in de door het Statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der kolonie, de leden van de rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof.

Gelet op het besluit van de Regent van 23 Juni 1948 betreffende het examen voor onderbureelhoofd en het bij artikel 8 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 voorziene bijzondere examen;

Gelet op de besluiten van de Regent houdende vaststelling van de organieke kaders en van de weddeschalen van het administratief personeel der ministeries;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 15 December 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité;

Overwegende dat de hervorming van het bezoldigingsstelsel ... (tekst van de Regering) ...

Overwegende dat de minimumwedde van twaalf duizend frank ... (tekst van de Regering) ....

Op de voordracht van de Eerste Minister, van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I

ORGANIEKE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

De schalen der jaarlijkse wedden, ter bezoldiging van de onderscheiden functies bepaald in de organieke kaders der ministeries, worden door de Koning vastgesteld op de grondslag van de algemene tabel die bij dit besluit gevoegd is.

Artikel 2.-

Het bezoldigingsstatuut van het meesters-, vak- en dienstpersoneel maakt het voorwerp uit van een afzonderlijk koninklijk besluit.

Artikel 3.- ... (tekst van de Regering) ...

Artikel 4.-

De personeelsleden van de tweede categorie die voldoen aan de vereisten van het besluit van de Regent van 23 Juni 1948 betreffende het examen voor onderbureelhoofd en die sedert drie jaar het genot hebben van de maximumwedde van de schaal hunner

.../...

functie, bekomen de naasthogere wedde in de schaal der functie van onderbureelhoofd. De volgende wedden in deze schaal worden hun daarna toegekend overeenkomstig artikel 8 van dit besluit.

Artikel 5.-

§ 1. Behoudens in de gevallen voorzien in de artikelen 6 en 7 van dit besluit brengt elke benoeming in een functie de toekenning mede van de minimumwedde in de schaal dezer functie.

Evenwel is de wedde van het personeelslid, dat reeds een of meer functies heeft uitgeoefend in een bestuur van de Staat of in een andere openbare dienst, vastgesteld in de schaal van de opgenomen functie, met inachtneming van al zijn vroegere diensten, welke in aanmerking genomen worden overeenkomstig onderstaande regels;

1° Wanneer het personeelslid vroeger een lagere functie heeft uitgeoefend dan die welke het opneemt, bekomt het in de schaal van laatstbedoelde functie de wedde die onmiddellijk hoger is dan die welke het personeelslid zou genoten hebben in de schaal van de neergelegde functie, bijaldien het zijn werkelijke diensten in deze functie mocht verstrekt hebben zonder onderbreking vóór zijn benoeming in de opgenomen functie. Deze bepaling is van toepassing wanneer vroeger meerdere lagere functies dan de opgenomene werden uitgeoefend, met dien verstande dat het personeelslid steeds wordt verondersteld deze onderscheiden functies in opgaande rangorde te hebben uitgeoefend.

2° Wanneer vroeger een of meer aan de opgenomen functie minstens gelijkwaardige functies werden uitgeoefend, worden de aldus verstrekte diensten aangerekend voor de vaststelling van de wedde in de schaal van de opgenomen functie. Elke neergelegde functie is gelijkwaardig geacht aan de opgenomen functie wanneer de minimumwedde in de schaal der eerste ten minste gelijk is aan die in de schaal der tweede.

3° Wanneer vroeger zowel een of meer lagere functies als een of meer aan de opgenomen betrekking minstens gelijkwaardige functies werden uitgeoefend, wordt de anciënniteit voortvloeiend uit de toepassing van 2° van

.../...

deze paragraaf toegevoegd aan die welke overeenstemt met de wedde vastgesteld overeenkomstig 1°.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt elke functie van een andere openbare dienst dan een Rijksbestuur eerst gelijkgesteld met een functie van dezelfde belangrijkheid van een Rijksbestuur waarvan de schaal alleen in aanmerking wordt genomen. De Minister waaronder het personeelslid ressorteert beslist omtrent deze gelijkstelling, met de bewilliging van de Minister die het Algemeen Bestuur in zijn bevoegdheid heeft.

Artikel 6.- . . .(tekst van de Regering) . . .

Artikel 7.- . . .(tekst van de Regering) . . .

1° . . . (tekst van "A")
2° . . . (tekst van "B")
3° . . . (tekst van "C")

Artikel 8.-

§ 1. De bevordering tot een hogere wedde wordt verleend op 1 Januari of op 1 Juli volgend na het verstrijken van de door de schalen vastgestelde termijnen.

Worden aangerekend in de termijnen voor de bevordering, de tijdsruimten gedurende welke het personeelslid het genot van zijn activiteitswedde heeft gehad alsmede die gedurende welke het aanspraak op bevordering tot een hogere wedde heeft behouden.

Bijaldien het verstrijken van een termijn zoals bedoeld in de eerste alinea geschorst is door het bestaan van een niet aangerekende tijdsruimte, wordt voor de bevordering tot een wedde in aanmerking genomen elke tijdsruimte die aanrekenbaar is krachtens vorige alinea en die vroeger niet in aanmerking werd genomen voor de bevordering tot een wedde in de schaal der functie.

§ 2. Bij afwijking van de bepalingen van § 1 van dit artikel worden de door de schalen voorziene termijnen verkort, voor de personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, en in artikel

.../...

7, 1°, van dit besluit, in de mate als nodig blijkt om hun op elk ogenblik in de schaal van de hogere functie de wedde te doen bekomen die onmiddellijk hoger is dan die welke zij zouden genoten hebben waren zij niet benoemd in deze functie.

Artikel 9.- . . . (tekst van de Regering) . . .

Artikel 10.-

Op de wedde van het personeelslid dat uit hoofde van zijn functie voordelen in natura ten laste van de Schatkist geniet, onder meer vrije woning, vuur, licht en voeding, doet de Staat maandelijks aftrek van een forfaitaire som ter vergelding van bedoelde voordelen.

Deze som wordt bepaald op 10 t.h. van het brutobedrag der gemiddelde wedde van de betrokkene waar het gaat om vrije woning en op 12,5 t.h. van dit bedrag ingeval van vrije woning en van vuur en licht.

De gemiddelde wedde wordt bepaald door het rekenkundig gemiddelde tussen minimum en maximum der schaal van de functie.

De som ter vergelding van andere voordelen in natura wordt, voor elk geval, vastgesteld door de Minister onder wien het personeelslid ressorteert, met bewilliging van de Minister die het Algemeen Bestuur in zijn bevoegdheid heeft.

Voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing :

1° op de personeelsleden benoemd in een functie waaraan voordelen in natura uitdrukkelijk verbonden zijn bij het koninklijk besluit bedoeld in artikel 1 van dit besluit;

2° op de portiers die met uitsluiting van elke wedde het genot hebben van vrije woning, vuur en licht.

Artikel 11.-

De wedde van het personeelslid dat geen achttien jaar oud is, wordt verminderd met 10 t.h.

.../...

Artikel 12.-

§ 1. De wedde van het personeel in vaste dienst en van het stagedoend personeel wordt maandelijks en vooruit betaald, die van het tijdelijk personeel na vervallen termijn.

§ 2. In geval van benoeming in een functie in de loop van een maand, bekomt het personeelslid voor die maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er nog te lopen dagen overblijven met ingang van de dag zijner benoeming.

Evenwel, wanneer een benoeming bedoeld in artikel 7 van dit besluit ingaat in de loop van een maand, wordt de ermede verband houdende wedde slechts toegekend met ingang van de eerste dag der volgende maand.

§ 3. In geval van neerlegging der functies in de loop van een maand, bekomt het personeelslid voor deze maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er dagen verlopen zijn tot op die der neerlegging van het ambt inbegrepen.

Evenwel blijft de wedde van het personeelslid in vast verband dat in ruste wordt gesteld of overlijdt in de loop van een maand, verkregen voor het personeelslid of zijn rechthebbenden.

Artikel 13.-

Onverminderd de bepalingen van de wet van 4 Augustus 1930 betreffende de veralgemening van de gezinsvergoedingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 19 December 1939, worden aan de aan dit besluit onderworpen personeelsleden geboortetoelagen toegekend alsmede kindergeld voor de kinderen beneden een en twintig jaar die te hunnen laste zijn.

Het bedrag van het kindergeld toegekend aan de in vorige alinea bedoelde personeelsleden is gelijk aan het bij de wet bepaalde minimumbedrag verhoogd met een maandelijkse bijslag bepaald als volgt:

.../...

115 frank voor het eerste en het tweede kind,
118 frank voor het derde kind,
122 frank voor het vierde kind,
130 frank van het vijfde kind af.

Het kindergeld wordt uitgekeerd samen met de wedde van de maand waarop het betrekking heeft.

Artikel 14.-

§ 1. Aan de personeelsleden onderworpen aan dit besluit, wordt een haardgeld of een standplaatstoelage verleend waarvan het jaarlijks bedrag vastgesteld is als volgt:

Klasse van gemeenten.	Haardgeld.	Standplaats-toelage.
	frank	frank
I II	6.720	3.360
III	3.360	1.680
IV	1.680	--

§ 2. Het haardgeld wordt toegekend aan de gehuwde mannelijke personeelsleden en aan de personeelsleden van beider kunne die een of meer kinderen ten laste hebben, voor wie zij kindergeld bekomen overeenkomstig artikel 13 van dit besluit.

De standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden die geen haardgeld genieten.

§ 3. Haardgeld of standplaatstoelage wordt slechts betaald aan de personeelsleden wier wedde niet meer dan 70.320 frank bedraagt.

Echter mag de brutobezoldiging van het personeelslid, wiens wedde meer dan 70.320 frank bedraagt, niet lager zijn dan die welke het zou bekomen moest zijn wedde dit cijfer bedragen. Bijaldien er grond toe is, wordt het verschil hem toegekend ten titel van een gedeeltelijke toelage.

§ 4. Het haardgeld of de standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden met onvolledige dienstverstrekkingen, naar rato van die verstrekkingen.

.../...

Zij worden niet toegekend wegens nevenbetrekkingen.

§ 5. Het haardgeld en de standplaatstoelage worden uitgekeerd samen met de wedde van de maand waarop zij betrekking hebben. Artikel 12, §§ 2 en 6 van dit besluit is er op van toepassing.

Wanneer in de loop van een maand zich een feit voordoet, tengevolge waarvan het recht wordt gewijzigd op het haardgeld of de standplaatstoelage, wordt het gunstigste stelsel voor de ganse maand toegepast.

§ 6. Het bedrag van het haardgeld en van de standplaatstoelage wordt bepaald door de klasse waartoe de gemeente behoort waar de functies gewoonlijk worden uitgeoefend. De gemeente der verblijfplaats wordt echter in aanmerking genomen wanneer zij tot een gunstiger klasse behoort.

§ 7. De klassen bedoeld in §§ 1 en 6 van dit artikel omvatten onderstaande gemeenten:

... (tekst van de Regering) ...

lees: " Borinage: . . . Ghlin . . . "

Artikel 15.-

§ 1. De wedden van het personeel onderworpen aan dit besluit worden verhoogd of verminderd met 5 t.h. per schijf van twintig punten stijging of daling van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk.

De eerste verhoging met 5 t.h. wordt verleend wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand 410 bereikt.

De eerste vermindering met 5 t.h. wordt toegepast wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand tot op 350 of lager daalt.

§ 2. De in § 1 van dit artikel bedoelde verhogingen en verminderingen zijn eveneens van toepassing:

op het haardgeld en op de standplaatstoelage alsmede op de grenswedde voor de toekenning er van, zoals bedoeld in artik 14 van dit besluit;

.../...

op de constanten en de vergoedingen aan sommige schalen toegevoegd bij de in artikel 1 van dit besluit bedoelde koninklijke besluiten;

op alle referentiewedden die tot grondslag dienen voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit.

HOOFDSTUK II.

OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 16.-

Wanneer wordt overgegaan, in de gevallen voorzien in artikel 9 van dit besluit, tot de vaststelling van de nieuwe wedde van een personeelslid, mag de anciënniteit die wordt aangerekend in de schaal van de functie waarin het lid in vast verband of op proef was benoemd, op 2 Juli 1946, niet lager zijn dan de anciënniteit die overeenstemt met de wedde die hij genoot op deze datum in de schaal verbonden aan die functie onder het regime dat voorafging aan het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk Statuut van het door de Staat bezoldigd personeel.

Artikel 17.-

Worden vastgesteld door de Minister waaronder het personeelslid ressorteert, met bewilliging van de Minister die het Algemeen Bestuur in zijn bevoegdheid heeft.:

1° de schaal toe te kennen, met ingang van 1 Juli 1948, aan elk personeelslid bedoeld in artikel 23, alinea 2 van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 27 Februari 1947;

2° de wedde toe te kennen, met ingang van 1 Juli 1948, aan elk personeelslid dat, in Juni 1946, een wedde genoot voortvloeiend uit de toepassing van artikel 16, § 2, alinea 2, van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 aangevuld bij het besluit van de Regent van 9 Februari 1948.

.../...

Artikel 18.-

De maandelijkse bedragen van de bijslag bij het kindergeld zoals bedoeld in artikel 13 van dit besluit, worden onderscheidenlijk voor het derde en het vierde kind gebracht op 118,50 frank en 122,50 frank voor het tijdperk van 1 Juli 1948 tot 31 Maart 1949.

Artikel 19.-

Voor de toepassing van de wetsbepalingen met betrekking op de door de wet vastgestelde wedden, beantwoordt de levensduurtecoëfficiënt, welke bij toepassing van dit besluit in de wedden van het personeel der Rijksbesturen ingeschakeld is, aan de coëfficiënt van . . .

HOOFDSTUK III.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 20.-

Met ingang van 1 Juli 1948 en tot op de datum van de vaststelling, door de Koning, van het nieuwe bezoldigingsstelsel dat moet voortvloeien uit de algemen herziening van de weddeschalen, is ten opzichte van het personeel der Rijksbesturen geschorst de toepassing :

1° van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk Statuut van het door de Staat bezoldigd personeel, zoals het werd gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 27 Februari, 23 Augustus en 26 September 1947, 9 Februari en 23 Juni 1948. Worden echter niet geschorst de artikelen 9, 15, 17, 18, 19 en 20, van voormeld besluit van 20 Juni 1946.

2° van het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende vaststelling van de coëfficient en bepaling van het haardgeld en de standplaatstoelage, alsmede het besluit van de Regent van 13 September 1947, die hetzelve wijzigt.

.../...

3° van het besluit van de Regent van 13 September 1947 betreffende de bezoldigingen van het door de Staat bezoldigd personeel.

Artikel 21.-

Volgende wijzigingen worden aangebracht in het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk Statuut van het Rijkspersoneel:

1° de woorden "zonder onderbreking" in artikel 5, alinea 2 vervallen;

2° artikel 8 wordt opgeheven

3° artikel 13, alinea 1, wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Onverminderd de gunstiger bepalingen van de wet van 4 Augustus 1930 betreffende de veralgemening van de gezinsvergoedingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 19 December 1939, worden aan de personeelsleden geboortetoelagen en kindergeld toegekend uit hoofde van de kinderen beneden een en twintig jaar, die te hunnen laste zijn".

4° de woorden "van betrekkingen welke volledige normale prestaties vergen, met uitsluiting van alle neven- of cumulatiebetrekkingen "in artikel 14, alinea 5, vervallen".

Artikel 22.-

Dit besluit treedt 1 Juli 1948 in werking, met uitzondering van de artikelen 4 en 14, § 5 en 21, die 1 Januari 1946 in werking treden.

Artikel 23.-

De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT:

De Eerste Minister,

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

De Minister van Financiën,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
L. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
R. SEGUIJN adjuncten van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter,

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,